

Supplément de prospectus au prospectus préalable de base simplifié daté du 4 décembre 2014

Aucune autorité en valeurs mobilières ne s'est prononcée sur la qualité des titres offerts aux présentes. Quiconque donne à entendre le contraire commet une infraction.

Les titres décrits dans le présent supplément de prospectus, ainsi que dans le prospectus préalable de base simplifié daté du 4 décembre 2014 auquel il se rapporte, dans sa version modifiée ou complétée, et chaque document réputé être intégré par renvoi dans le prospectus préalable de base simplifié, dans sa version modifiée ou complétée, ne sont offerts que là où l'autorité compétente a accordé son visa. Ils ne peuvent être proposés que par des personnes dûment inscrites.

Les titres n'ont pas été ni ne seront inscrits aux termes de la loi des États-Unis intitulée Securities Act of 1933, dans sa version modifiée et ne peuvent être offerts, vendus ou livrés aux États-Unis d'Amérique, dans les possessions et autres territoires qui relèvent de la souveraineté de ce pays, ni à une personne des États-Unis ou pour le compte de personnes des États-Unis.

Nouvelle émission

Le 13 juillet 2015

Supplément de prospectus



La Banque Toronto-Dominion

150 000 000 \$

6 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de catégorie A à taux fixe à dividende non cumulatif, série 11 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV))

Le présent placement d'actions privilégiées de premier rang de catégorie A à taux fixe à dividende non cumulatif, série 11 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)) (les « actions série 11 ») de La Banque Toronto-Dominion (la « Banque ») visé par le présent supplément de prospectus (le « supplément de prospectus ») se compose de 6 000 000 d'actions série 11. Les porteurs d'actions série 11 auront le droit de recevoir des dividendes en espèces privilégiés non cumulatifs trimestriels, à mesure que les déclare le conseil d'administration de la Banque (le « conseil d'administration »), payables le dernier jour de janvier, d'avril, de juillet et d'octobre de chaque année (chaque période de trois mois se terminant le dernier jour de chacun de ces mois, un « trimestre »), à un taux annuel de 4,90 % par action, ou 1,225 \$ par action par année. Sans égard à ce qui précède, en fonction de la date de clôture du présent placement prévue pour le 21 juillet 2015, le premier dividende par action série 11, s'il est déclaré, sera payable le 31 octobre 2015 pour la période comprise entre le 21 juillet 2015 inclusivement et le 31 octobre 2015 exclusivement, et sera de 0,3423 \$ l'action. Voir « Détails concernant le placement ».

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les banques* (Canada) (la « Loi sur les banques »), notamment du consentement du surintendant des institutions financières (Canada) (le « surintendant »), à compter du 31 octobre 2020, la Banque peut racheter la totalité, ou une partie à l'occasion, des actions série 11 en circulation, à son gré, sans le consentement des porteurs, moyennant le versement en espèces d'une somme par action égale à 26,00 \$ si les actions sont rachetées avant le 31 octobre 2021; à 25,75 \$ si les actions sont rachetées à compter du 31 octobre 2021 et avant le 31 octobre 2022; à 25,50 \$ si les actions sont rachetées à compter du 31 octobre 2022 et avant le 31 octobre 2023; à 25,25 \$ si les actions sont rachetées à compter du 31 octobre 2023 et avant le 31 octobre 2024; et à 25,00 \$ si les actions sont rachetées par la suite, cette somme étant majorée de tous les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date fixée pour le rachat. Voir « Détails concernant le placement ».

Lors de la survenance d'un événement déclencheur (au sens des présentes), chaque action série 11 sera automatiquement et immédiatement convertie, de façon complète et permanente, sans le consentement de ses porteurs, en le nombre d'actions ordinaires de la Banque entièrement libérées (les « actions

ordinaires ») calculé en divisant la valeur des actions (au sens des présentes) à l'égard de ces actions série 11 par le prix de conversion (au sens des présentes) (une « conversion d'urgence »). Les investisseurs devraient donc examiner attentivement l'information relative à la Banque, aux actions série 11, aux actions ordinaires et aux incidences d'un événement déclencheur comprises et intégrées par renvoi dans le présent supplément de prospectus.

Un investissement dans les actions série 11 est assujéti à certains risques. Voir « Facteurs de risque ».

Les actions série 11 ne comportent pas de date d'échéance fixe et ne peuvent être rachetées au gré des porteurs des actions série 11. Voir « Facteurs de risque ».

La Bourse de Toronto (la « TSX ») a approuvé sous condition l'inscription des actions série 11 et des actions ordinaires sous-jacentes qui seraient émises à la suite d'une conversion d'urgence. L'inscription est subordonnée à l'obligation, pour la Banque, de remplir toutes les conditions de la TSX au plus tard le 8 octobre 2015. La Banque demandera également l'inscription des actions ordinaires sous-jacentes qui seraient émises à la suite d'une conversion d'urgence à la cote du New York Stock Exchange. L'inscription sera subordonnée à l'obligation, pour la Banque, de remplir toutes les conditions du New York Stock Exchange.

PRIX : 25,00 \$ par action série 11 pour un rendement de 4,90 %

Les preneurs fermes (au sens des présentes) offrent conditionnellement les actions série 11, sous les réserves d'usage quant à leur vente préalable et à leur émission par la Banque et à leur acceptation par les preneurs fermes conformément aux conditions de la convention de prise ferme décrite à la rubrique « Mode de placement » et sous réserve de l'approbation de certaines questions d'ordre juridique par McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l., pour le compte de la Banque et par Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. pour le compte des preneurs fermes. **Valeurs Mobilières TD Inc., l'un des preneurs fermes, est une filiale en propriété exclusive de la Banque et, par conséquent, la Banque est un émetteur relié et associé de Valeurs Mobilières TD Inc. aux termes des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables.** Voir « Mode de placement ».

	<u>Prix d'offre</u>	<u>Rémunération des preneurs fermes¹⁾</u>	<u>Produit net revenant à la Banque²⁾</u>
Par action série 11	25,00 \$	0,75 \$	24,25 \$
Total ³⁾	150 000 000 \$	4 500 000 \$	145 500 000 \$

- 1) La rémunération des preneurs fermes est de 0,25 \$ par action série 11 vendue à certaines institutions et de 0,75 \$ par action série 11 pour toutes les autres actions vendues. La rémunération des preneurs fermes indiquée dans le tableau présume qu'aucune action n'est vendue à ces institutions.
- 2) Avant déduction des frais d'émission estimés à 400 000 \$ qui, avec la rémunération des preneurs fermes, seront payables par la Banque.
- 3) Les preneurs fermes ont obtenu une option leur permettant de souscrire jusqu'à 2 000 000 d'actions série 11 supplémentaires (les « actions visées par l'option ») au prix d'offre dans les présentes, option qu'ils peuvent exercer à tout moment jusqu'à 8 h 30 (heure de Toronto) le deuxième jour ouvrable qui précède la clôture du présent placement. Le présent supplément de prospectus vise également le placement des actions visées par l'option. Si les preneurs fermes souscrivent la totalité des actions visées par l'option, le prix d'offre, la rémunération des preneurs fermes et le produit net revenant à la Banque totaliseront 200 000 000 \$, 6 000 000 \$ et 194 000 000 \$, respectivement (dans l'hypothèse où aucune action n'est vendue aux institutions dont il est question à la note 1 ci-dessus). Voir « Mode de placement ».

<u>Position des preneurs fermes</u>	<u>Nombre maximum de titres disponibles</u>	<u>Période d'exercice</u>	<u>Prix d'exercice</u>
Option	Option permettant de souscrire jusqu'à 2 000 000 d'actions visées par l'option	À tout moment jusqu'à 48 heures avant la clôture	25,00 \$ par action visée par l'option

Dans le cadre du présent placement, les preneurs fermes peuvent effectuer des opérations en excédent de l'émission ou effectuer des opérations visant à fixer ou à stabiliser le cours des actions série 11 conformément aux règles applicables en matière de stabilisation du marché. **Les preneurs fermes peuvent offrir les actions série 11 à un prix inférieur à celui indiqué ci-dessus. Voir « Mode de placement ».**

Les souscriptions d'actions série 11 seront reçues par les preneurs fermes sous réserve du droit de les refuser ou de les répartir en totalité ou en partie et du droit de clore les registres de souscription à tout moment sans avis. Il est prévu que la date de clôture sera vers le 21 juillet 2015 ou à toute date ultérieure dont peuvent convenir la Banque et les preneurs fermes, mais dans tous les cas au plus tard le 18 août 2015. Un certificat d'inscription en compte représentant les actions série 11 ne sera émis sous forme nominative qu'à Services de dépôt et de compensation CDS inc. (« CDS »), ou son prête-nom, et sera déposé auprès de CDS à la clôture du présent placement. L'acheteur d'actions série 11 ne recevra qu'un avis d'exécution du courtier inscrit qui est un adhérent de CDS et par l'intermédiaire duquel les actions série 11 sont achetées. Voir « Détails concernant le placement – Services de dépôt ».

TABLE DES MATIÈRES

ADMISSIBILITÉ AUX FINS DE PLACEMENT	S-4
MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS	S-4
DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI	S-5
DOCUMENTS DE COMMERCIALISATION	S-6
CHANGEMENTS AU CAPITAL DE LA BANQUE	S-6
FAITS NOUVEAUX	S-6
VARIATION DU COURS ET VOLUME DES TITRES DE LA BANQUE	S-7
DÉTAILS CONCERNANT LE PLACEMENT	S-8
NOTES DE CRÉDIT	S-14
RESTRICTIONS ET APPROBATIONS AUX TERMES DE LA LOI SUR LES BANQUES	S-15
INCIDENCES FISCALES FÉDÉRALES CANADIENNES	S-15
COUVERTURE PAR LE RÉSULTAT	S-17
MODE DE PLACEMENT	S-18
FACTEURS DE RISQUE	S-19
EMPLOI DU PRODUIT	S-22
QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE	S-23
AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES	S-23
DROIT DE RÉOLUTION ET SANCTIONS CIVILES	S-23
ATTESTATION DES PRENEURS FERMES	S-24

Dans le présent supplément de prospectus, à moins d'indication contraire, certains termes qui sont définis dans le prospectus préalable de base simplifié de la Banque daté du 4 décembre 2014 qui l'accompagne (le « prospectus ») sont utilisés aux présentes avec le sens qui y est défini.

ADMISSIBILITÉ AUX FINS DE PLACEMENT

De l'avis de McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l., conseillers juridiques de la Banque et de Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l., conseillers juridiques des preneurs fermes, les actions série 11 devant être émises aux termes du présent supplément de prospectus, si elles étaient émises à la date des présentes, constitueraient, à cette date, des placement admissibles en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) (la « LIR ») et de son règlement d'application pour des fiducies régies par des régimes enregistrés d'épargne-retraite (« REER »), des fonds enregistrés de revenu de retraite (« FERR »), des régimes de participation différée aux bénéficiaires, des régimes enregistrés d'épargne-études, des régimes enregistrés d'épargne-invalidité et des comptes d'épargne libre d'impôt (« CÉLI »). Les actions série 11 ne constitueront pas des placements interdits à cette date pour un CÉLI, un REER ou un FERR pourvu que, aux fins de la LIR, le titulaire du CÉLI ou le rentier du REER ou du FERR, selon le cas, n'ait pas de lien de dépendance avec la Banque et ne détienne pas une participation notable (au sens de la LIR) dans la Banque, ou pourvu que ces actions constituent un « bien exclu » (au sens de l'alinéa 207.01(1) de la LIR) pour le CÉLI, le REER ou le FERR, selon le cas. Les titulaires de CÉLI et les rentiers de REER ou de FERR devraient consulter leurs propres conseillers en fiscalité à cet égard.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent supplément de prospectus, y compris les documents qui y sont intégrés par renvoi, peuvent contenir des énoncés prospectifs. Tous ces énoncés sont faits aux termes des dispositions dites « refuges », et constituent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les énoncés prospectifs comprennent, notamment des énoncés qui figurent dans le rapport de gestion de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2014 (le « rapport de gestion 2014 ») ainsi que dans le rapport de gestion du deuxième trimestre de la Banque pour les trois et six mois terminés le 30 avril 2015 (le « rapport de gestion du deuxième trimestre 2015 ») sous la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun des secteurs d'exploitation sous les rubriques « Perspectives et orientation pour 2015 » et dans d'autres énoncés concernant les objectifs et priorités de la Banque pour les années 2015 et suivantes et les stratégies en vue de réaliser ces objectifs, et le rendement financier prévu de la Banque. On reconnaît en général un énoncé prospectif à l'emploi de verbes

comme « croire », « prévoir », « avoir l'intention de », « estimer », « projeter » et « pouvoir », conjugués au futur ou au conditionnel.

De par leur nature même, ces déclarations prospectives obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujetties à des risques et à des incertitudes, généraux et spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement physique et financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les déclarations prospectives. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner, individuellement ou collectivement, de tels écarts incluent les risques, notamment, de crédit, de marché (y compris les marchés des actions, des marchandises, des changes et des taux d'intérêt), d'illiquidité, d'exploitation (y compris les risques liés à la technologie), d'atteinte à la réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation, ainsi que les risques juridiques, environnementaux, d'adéquation des capitaux propres et d'autres risques. Ces facteurs de risque comprennent notamment la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités; la capacité de la Banque à mettre en œuvre ses principales priorités, notamment conclure avec succès des acquisitions et des plans stratégiques et recruter, former et maintenir en poste des dirigeants clés; les interruptions ou attaques (y compris les cyberattaques) visant la technologie informatique, l'Internet, les systèmes d'accès au réseau ou les autres systèmes ou services de communication voix-données de la Banque, l'évolution de divers types de fraude et de comportements criminels auxquels la Banque est exposée; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées notamment relativement au traitement et au contrôle de l'information; l'incidence de la promulgation de nouvelles lois et de nouveaux règlements et de la modification des lois et des règlements actuels; le contexte de contentieux globalement difficile, y compris aux États-Unis; la concurrence accrue, y compris dans le domaine des services bancaires par Internet et par appareil mobile; les changements apportés aux notations de crédit de la Banque; les variations des cours du change et des taux d'intérêt; l'augmentation des coûts de financement de crédit causés par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; les changements apportés aux méthodes comptables utilisées par la Banque; et l'occurrence d'événements catastrophiques naturels et autres que naturels et les demandes d'indemnisation qui en découlent. La Banque avise le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles, et d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, voir la rubrique « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion 2014, en sa version mise à jour dans les rapports trimestriels à l'intention des actionnaires ultérieurement déposés. Il faut apporter une attention particulière à tous ces facteurs, ainsi qu'aux autres incertitudes et événements possibles, et tenir compte de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives, avant de prendre des décisions concernant la Banque, et la Banque met en garde le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux déclarations prospectives de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs dans le présent supplément de prospectus ou dans tout document qui y est intégré par renvoi figurent dans le rapport de gestion de 2014 sous la rubrique « Sommaire et perspectives économiques », et, pour chacun des secteurs d'exploitation, sous la rubrique « Perspectives et orientation pour 2015 », telles qu'elles sont mises à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent supplément de prospectus représentent l'opinion de la direction uniquement à la date du présent supplément de prospectus et sont communiqués dans le but d'aider les acquéreurs éventuels de titres de la Banque à comprendre la situation financière, les objectifs et les priorités, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque aux dates indiquées et pour les périodes terminées à ces dates, et peuvent ne pas convenir à d'autres fins. À moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'y oblige, la Banque décline toute obligation de mettre à jour un énoncé prospectif, écrit ou verbal, pouvant avoir été formulé par elle ou en son nom. Voir « Facteurs de risque ».

DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI

Le présent supplément de prospectus est réputé être intégré par renvoi au prospectus uniquement aux fins du placement des actions série 11. D'autres documents sont également intégrés ou réputés être intégrés par renvoi au présent prospectus et il y a lieu de se reporter au prospectus pour en obtenir une description détaillée. En outre, les

documents suivants déposés auprès du surintendant et des diverses commissions des valeurs mobilières ou des autorités analogues au Canada, sont intégrés par renvoi au présent supplément de prospectus :

- i) la circulaire de procuration de la direction datée du 22 janvier 2015;
- ii) les états financiers intermédiaires consolidés pour les trois et six mois terminés le 30 avril 2015 avec les états financiers consolidés comparatifs pour les trois et six mois terminés le 30 avril 2014, et le rapport de gestion du deuxième trimestre 2015; et
- iii) le sommaire des modalités remis aux investisseurs éventuels à l'égard du présent placement daté du 9 juillet 2015 (les « documents de commercialisation »).

Toute déclaration contenue dans le présent supplément de prospectus ou dans un document qui est intégré ou réputé intégré par renvoi aux présentes est réputée modifiée ou remplacée, pour l'application du présent supplément de prospectus, dans la mesure où une déclaration contenue aux présentes ou dans un autre document déposé ultérieurement qui est aussi intégré ou réputé intégré par renvoi aux présentes modifie ou remplace cette déclaration. Il n'est pas nécessaire que la déclaration qui en modifie ou en remplace une autre indique expressément qu'elle modifie ou remplace une déclaration antérieure, ni qu'elle comprenne quelque autre information donnée dans le document qu'elle modifie ou remplace. Le fait de faire une déclaration qui en modifie ou en remplace une autre n'est pas réputé être une admission à quelque fin que ce soit du fait que la déclaration modifiée ou remplacée, lorsqu'elle a été faite, constituait une déclaration fautive ou trompeuse, une déclaration inexacte au sujet d'un fait important ou une omission de déclarer un fait important dont l'énoncé est exigé ou qui est nécessaire pour éviter qu'une déclaration soit trompeuse eu égard aux circonstances dans lesquelles elle a été faite. Aucune déclaration ainsi modifiée ou remplacée, sauf telle qu'elle est ainsi modifiée ou remplacée, n'est réputée faire partie intégrante du présent supplément de prospectus.

DOCUMENTS DE COMMERCIALISATION

Les documents de commercialisation ne font pas partie du présent supplément de prospectus ou du prospectus pour autant que leur contenu ait été modifié ou remplacé par de l'information contenue dans le présent supplément de prospectus ou dans une modification. En outre, tout modèle de quelque autre document de commercialisation déposé auprès de la commission des valeurs mobilières ou d'une autorité analogue dans chacune des provinces et dans chacun des territoires du Canada dans le cadre du présent placement après la date des présentes et avant la fin du placement des actions série 11 aux termes du présent supplément de prospectus est réputé être intégré par renvoi aux présentes et dans le prospectus.

CHANGEMENTS AU CAPITAL DE LA BANQUE

Le 1^{er} mai 2015, la Banque a racheté la totalité de ses actions privilégiées de premier rang de catégorie A à dividende non cumulatif, série R en circulation. Le 24 juin 2015, la Banque a émis des billets à moyen terme 2,692 % (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)) d'un capital de 1,5 milliard de dollars faisant partie des titres secondaires de la Banque.

FAITS NOUVEAUX

Le Budget du gouvernement fédéral publié le 21 avril 2015 a confirmé l'intention du gouvernement du Canada de mettre en œuvre un régime de protection des contribuables et de recapitalisation des banques applicable aux banques d'importance systémique canadiennes (« BISN »). Le Budget ne renferme pas de précisions quant à la mise en œuvre de ce régime, mais la Banque croit comprendre que les principes du régime reposeraient en grande partie sur les caractéristiques examinées dans le document de consultation publié par le ministère des Finances du Canada le 1^{er} août 2014. L'objectif fondamental de cette politique est de préserver la stabilité financière tout en protégeant les contribuables en cas de faillite des BISN. Le régime de recapitalisation est conçu de sorte à permettre la conversion opportune, en totalité ou en partie, de certains passifs bancaires (les créances visées par la requalification) en actions ordinaires veillant ainsi que à ce que les BISN soient bien capitalisées à l'issue de la conversion. Les créances visées par la requalification comprennent les créances non garanties de premier rang à long

terme qui sont négociables et transférables, et dont le terme à courir est au départ de plus de 400 jours. Les dépôts des consommateurs sont exclus.

La totalité ou une partie des créances visées par la requalification peut être convertie en actions ordinaires dans les cas suivants : i) le surintendant a déterminé qu'une BISN n'est plus viable ou qu'elle est sur le point de le devenir; et ii) tous les instruments de fonds propres qui satisfont aux exigences de Bâle III en matière d'absorption des pertes en cas de non-viabilité ont été convertis en actions ordinaires. La proposition précise que la hiérarchie des réclamations entre les porteurs de créances visées par la requalification et les autres bailleurs de fonds (y compris les porteurs de débentures subordonnées aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité et d'actions privilégiées, comme les actions série 11) serait respectée de sorte que les porteurs des créances visées par la requalification recevraient des droits économiques qui sont plus favorables que ceux reçus par les autres bailleurs de fonds.

Aucun délai de mise en œuvre n'a été donné. Aux termes du budget fédéral, les règles ne s'appliqueraient pas de façon rétroactive au passif en cours à la date de mise en œuvre. Les changements proposés pourraient avoir une incidence défavorable sur le coût de financement de la Banque.

VARIATION DU COURS ET VOLUME DES TITRES DE LA BANQUE

Le tableau ci-dessous indique la variation du cours et le volume des titres négociés de la Banque à la TSX au cours des 12 mois qui ont précédé la date du présent supplément de prospectus.

	Juillet 2014	Août 2014	Sept. 2014	Oct. 2014	Nov. 2014	Déc. 2014	Janv. 2015	Fév. 2015	Mars 2015	Avril 2015	Mai 2015	Juin 2015	1 ^{er} au 8 juillet 2015
ACTIONS ORDINAIRES													
Haut (\$)	57,68	58,20	57,97	55,74	57,89	57,82	55,49	55,89	55,18	56,34	56,48	55,09	53,59
Bas (\$)	54,60	55,31	54,37	50,11	55,09	51,51	49,67	50,71	52,81	53,84	54,15	52,57	52,09
Vol. (en milliers)	45 972	41 747	60 075	64 275	39 142	81 491	78 649	64 465	70 562	51 661	51 166	81 185	15 467
ACTIONS PRIVILÉGIÉES													
Série S													
Haut (\$)	25,50	25,49	25,99	25,44	25,76	25,71	25,99	25,40	25,60	25,39	25,28	25,29	25,21
Bas (\$)	25,08	25,31	25,22	25,15	25,32	25,22	25,03	25,03	25,23	25,03	24,95	25,06	25,00
Vol. (en milliers)	50	51	38	232	25	126	104	197	98	143	50	52	26
Série T													
Haut (\$)	25,44	25,69	25,71	25,52	25,59	25,56	25,50	23,99	24,31	24,25	24,36	24,50	24,25
Bas (\$)	25,20	25,20	25,20	25,26	25,40	25,23	22,61	23,00	23,84	23,76	24,01	23,94	23,78
Vol. (en milliers)	63	55	81	52	68	55	146	167	117	64	66	229	14
Série Y													
Haut (\$)	25,59	25,60	25,71	25,53	25,89	25,80	26,02	25,66	25,78	25,53	25,59	25,60	25,37
Bas (\$)	25,35	25,41	25,43	25,25	25,47	25,38	25,25	25,06	25,33	25,12	25,17	25,25	25,07
Vol. (en milliers)	214	44	52	52	41	116	84	35	86	86	100	118	7
Série Z													
Haut (\$)	25,36	25,57	25,64	25,69	25,58	25,63	25,63	24,20	24,24	24,31	24,32	24,35	24,25
Bas (\$)	25,01	25,18	25,31	25,30	25,45	25,16	23,25	23,16	23,81	23,90	24,05	24,01	23,78
Vol. (en milliers)	53	81	59	40	54	46	52	92	60	50	49	115	14
Série 1													
Haut (\$)	25,60	25,46	25,40	25,43	25,61	25,69	25,56	25,04	25,00	24,98	24,93	24,06	23,30
Bas (\$)	25,26	25,27	25,20	24,97	25,35	25,05	24,60	24,50	24,55	23,15	23,86	22,77	21,85
Vol. (en milliers)	1 473	267	329	522	565	210	329	368	441	260	182	163	42
Série 3													
Haut (\$)	25,08	25,25	25,29	25,36	25,55	25,55	25,46	24,95	24,95	24,79	24,89	23,93	23,22
Bas (\$)	24,99	24,99	25,05	24,95	25,20	24,87	24,01	24,38	24,55	22,86	23,76	22,78	21,85
Vol. (en milliers)	1 013	1 878	894	604	619	401	542	291	669	418	252	279	50
Série 5													
Haut (\$)	-	-	-	-	-	25,00	25,21	24,90	24,84	24,70	24,49	23,81	22,86
Bas (\$)	-	-	-	-	-	24,74	24,11	24,36	24,41	22,80	23,50	22,45	21,40
Vol. (en milliers)	-	-	-	-	-	1 631	1 725	780	552	561	425	340	47

	Juillet 2014	Août 2014	Sept. 2014	Oct. 2014	Nov. 2014	Déc. 2014	Janv. 2015	Fév. 2015	Mars 2015	Avril 2015	Mai 2015	Juin 2015	1 ^{er} au 8 juillet 2015
Série 7													
Haut (\$)	-	-	-	-	-	-	-	-	25,08	25,07	25,00	25,00	24,82
Bas (\$)	-	-	-	-	-	-	-	-	24,80	24,67	24,77	24,72	24,02
Vol. (en milliers)	-	-	-	-	-	-	-	-	1 837	777	534	250	72
Série 9													
Haut (\$)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25,13	25,20	25,17	25,17
Bas (\$)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	24,79	24,85	24,82	24,93
Vol. (en milliers)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 108	545	402	65

DÉTAILS CONCERNANT LE PLACEMENT

Le texte qui suit est un résumé de certaines dispositions se rattachant aux actions série 11. Voir « Description des actions privilégiées » dans le prospectus pour une description des modalités et dispositions générales des actions privilégiées de premier rang, catégorie A en tant que catégorie.

Définition des termes

Les définitions suivantes ont trait aux actions série 11 :

« **cours des actions ordinaires** » S'entend du cours moyen pondéré en fonction du volume par action ordinaire à la TSX pour la période de dix jours de Bourse consécutifs se terminant le jour de Bourse qui précède immédiatement la survenance d'un événement déclencheur ou, si les actions ordinaires ne sont pas inscrites à ce moment à la TSX, à la principale Bourse des valeurs à laquelle les actions ordinaires sont alors inscrites (soit la Bourse des valeurs qui a affiché le plus important volume d'opérations sur les actions ordinaires au cours des six précédents mois) ou, si ces actions ne sont pas inscrites à la cote d'une Bourse des valeurs ou si aucun cours n'est disponible, le cours plancher.

« **prix de conversion** » S'entend du montant le plus élevé entre le cours des actions ordinaires et le cours plancher.

« **cours plancher** » S'entend de 5,00 \$, tel que ce prix peut être rajusté comme il est décrit à la rubrique « - Conversion des actions série 11 en actions ordinaires à la suite d'un événement déclencheur ».

« **porteur gouvernemental non admissible** » S'entend de toute personne qui est le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada ou un mandataire ou organisme de celui-ci, ou le gouvernement d'un pays étranger ou d'une subdivision politique d'un pays étranger ou un mandataire ou organisme d'un gouvernement étranger, dans chaque cas, dans la mesure où l'inscription au registre des titres de la Banque d'un transfert ou d'une émission de quelque action de la Banque à cette personne ferait en sorte que la Banque viole la Loi sur les banques.

« **personne non admissible** » S'entend de toute personne dont l'adresse est à l'extérieur du Canada ou à l'égard de laquelle la Banque ou son agent des transferts a des motifs de croire qu'elle réside à l'extérieur du Canada, dans la mesure où l'émission ou la remise par la Banque à cette personne de nouvelles actions privilégiées ou d'actions ordinaires, selon le cas, lors de l'exercice des droits de conversion ou d'une conversion d'urgence a) ferait en sorte que la Banque serait tenue de prendre quelque mesure afin de se conformer aux lois sur les valeurs mobilières, aux lois sur les banques ou à des lois similaires de ce territoire, ou b) pourrait donner lieu à une retenue d'impôt à l'égard de cette émission ou remise.

« **coefficient** » S'entend de 1,0.

« **nouvelles actions privilégiées** » S'entend d'une autre série d'actions privilégiées de premier rang, de catégorie A créée par le conseil d'administration et dont les droits, privilèges, restrictions et conditions qui s'y rattachent rendent admissibles ces nouvelles actions privilégiées en tant que fonds propres de catégorie 1 ou l'équivalent de la Banque en vertu des lignes directrices actuelles en matière de suffisance des fonds propres

imposées par le surintendant, s'il y a lieu, et, s'il n'y a pas lieu, dont les droits, privilèges, restrictions et conditions sont fixés par le conseil, étant précisé que, dans chaque cas, ces nouvelles actions privilégiées ne seront pas, si elles sont émises, ni ne seront réputées être des « actions privilégiées à court terme » au sens de la LIR.

« **valeur des actions** » S'entend, pour une action série 11, de 25,00 \$, majoré des dividendes déclarés et non versés sur celle-ci à la date de l'événement déclencheur.

« **actionnaire important** » S'entend de toute personne qui détient en propriété véritable, directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'entités contrôlées par cette personne ou de personnes ayant des liens avec cette personne ou agissant conjointement ou de concert avec celle-ci (déterminée conformément à la Loi sur les banques), d'actions de toute catégorie de la Banque dépassant 10 % du nombre total d'actions en circulation de cette catégorie en violation de la Loi sur les banques.

« **jour de Bourse** » S'entend, à l'égard de quelque Bourse des valeurs ou marché, d'un jour au cours duquel les actions peuvent être négociées au moyen des services de cette Bourse des valeurs ou marché.

« **événement déclencheur** » S'entend au sens donné dans la Norme des fonds propres (NFP) : chapitre 2 – Définitions des fonds propres du Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »), en vigueur en décembre 2014, comme cette expression peut être modifiée ou remplacée par le BSIF de temps à autre, et qui prévoit actuellement que chacun des événements suivants constitue un événement déclencheur :

a) le surintendant annonce publiquement que la Banque a été avisée par écrit qu'il ne l'estime plus viable, ou sur le point de le devenir, et qu'une fois tous les instruments d'urgence convertis (y compris les actions série 11) et après avoir pris en compte tous les autres facteurs et toutes les autres circonstances considérés comme pertinents ou appropriés, il est raisonnablement probable que la viabilité de la Banque sera rétablie ou maintenue;

b) l'administration fédérale ou une administration provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capitaux, ou une aide équivalente, de la part du gouvernement du Canada ou de l'administration d'une province ou d'une subdivision politique ou d'un organisme ou un agent de celle-ci, sans laquelle le surintendant aurait déterminé la Banque non viable.

Prix d'émission

Les actions série 11 auront un prix d'émission de 25,00 \$ l'action.

Dividendes sur les actions série 11

Les porteurs d'actions série 11 auront le droit de recevoir des dividendes en espèces privilégiés non cumulatifs trimestriels au taux de 4,90 % par année, à mesure que les déclare le conseil d'administration, sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, payables le dernier jour de janvier, d'avril, de juillet et d'octobre de chaque année. Ces dividendes en espèces trimestriels, s'ils sont déclarés, seront de 1,225 \$ par action. Sans égard à ce qui précède, le premier dividende par action série 11, s'il est déclaré, sera payable le 31 octobre 2015 pour la période comprise entre le 21 juillet 2015 inclusivement et le 31 octobre 2015 exclusivement, et sera de 0,3423 \$ par action, en fonction de la date de clôture du présent placement prévue pour le 21 juillet 2015. Si le conseil d'administration ne déclare aucun dividende, ni partie de dividende, sur les actions série 11 au plus tard à la date de versement de dividendes donnée, le droit des porteurs d'actions série 11 de recevoir ce dividende, ou toute partie de celui-ci, sera éteint à tout jamais.

Rachat des actions série 11

Les actions série 11 ne seront pas rachetables avant le 31 octobre 2020. À compter du 31 octobre 2020, mais sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, notamment du consentement préalable du surintendant et des dispositions décrites ci-dessous à la rubrique « – Restrictions quant aux dividendes et quant au rachat d'actions série 11 », la Banque peut racheter la totalité ou une partie, à l'occasion, des actions série 11 en

circulation, à son gré, sans le consentement des porteurs, moyennant le versement en espèces d'une somme par action égale à 26,00 \$ si les actions sont rachetées avant le 31 octobre 2021; à 25,75 \$ si les actions sont rachetées à compter du 31 octobre 2021 et avant le 31 octobre 2022; à 25,50 \$ si les actions sont rachetées à compter du 31 octobre 2022 et avant le 31 octobre 2023; à 25,25 \$ si les actions sont rachetées à compter du 31 octobre 2023 et avant le 31 octobre 2024; et à 25,00 \$ si les actions sont rachetées par la suite, cette somme étant majorée, dans chaque cas, de tous les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date fixée pour le rachat.

La Banque remettra un avis écrit de tout rachat des actions série 11, au moins 30 jours et au plus 60 jours avant la date fixée pour le rachat. Si moins de la totalité des actions série 11 en circulation doivent être rachetées, les actions devant être rachetées seront choisies au prorata, sans égard aux fractions, ou de toute autre manière prévue par la Banque.

Conversion des actions série 11 en une autre série d'actions privilégiées au gré du porteur

La Banque peut en tout temps, avec le consentement du surintendant, aviser les porteurs d'actions série 11 qu'ils ont le droit, conformément aux modalités des actions série 11, à leur gré, de convertir leurs actions série 11 à la date indiquée dans l'avis en de nouvelles actions privilégiées entièrement libérées à raison d'une action pour une action. La Banque doit remettre un avis écrit au moins 30 jours et au plus 60 jours avant cette date de conversion.

Au moment où le porteur exerce ce droit de convertir des actions série 11 en de nouvelles actions privilégiées, la Banque se réserve le droit i) de ne pas remettre de nouvelles actions privilégiées à une personne à l'égard de laquelle la Banque ou son agent des transferts a des motifs de croire qu'elle est une personne non admissible ou à une personne qui, en raison de cette conversion, deviendrait un actionnaire important, ou ii) de ne pas inscrire dans son registre des titres un transfert ou une émission de nouvelles actions privilégiées à une personne à l'égard de laquelle la Banque ou son agent des transferts a des motifs de croire qu'elle est un porteur gouvernemental non admissible d'après une déclaration remise à la Banque ou à son agent des transferts par cette personne ou pour son compte. Dans de tels cas, la Banque ou son agent détiendra, à titre de mandataire de cette personne, la totalité ou le nombre pertinent des nouvelles actions privilégiées devant autrement être remises à ces personnes non admissibles ou personnes qui deviendraient des actionnaires importants ou inscrites au nom de ces porteurs gouvernementaux inadmissibles, selon le cas, et la Banque ou son agent remettra ces actions à un courtier mandaté par la Banque aux fins de placer ces nouvelles actions privilégiées à des parties autres que la Banque et les membres de son groupe pour le compte de cette personne. Ces placements (le cas échéant) seront effectués aux moments et aux cours que la Banque (ou son agent, selon les directives de la Banque) peut déterminer à sa seule appréciation. Ni la Banque ni son agent n'engageront leur responsabilité s'ils ne réussissent pas à placer ces nouvelles actions privilégiées pour le compte de cette personne ou à les placer à un prix ou à un jour donné. Le produit net reçu par la Banque ou son agent tiré du placement de ces nouvelles actions privilégiées sera remis à cette personne, déduction faite des frais du placement et des retenues d'impôt applicables, conformément aux procédures de CDS ou autrement. Voir « Restrictions et approbations aux termes de la Loi sur les banques » dans le présent supplément de prospectus et « Restrictions aux termes de la Loi sur les banques et sur le versement de dividendes » dans le prospectus.

Conversion des actions série 11 en actions ordinaires à la suite d'un événement déclencheur

Lors de la survenance d'un événement déclencheur, chaque action série 11 sera automatiquement et immédiatement convertie, de façon complète et permanente, sans le consentement de son porteur, en le nombre d'actions ordinaires de la Banque entièrement libérées calculé en divisant a) le produit du coefficient multiplié par la valeur des actions, b) par le prix de conversion. Lorsque le nombre total d'actions ordinaires devant être émises à un porteur d'actions série 11 aux termes d'une conversion d'urgence comprend une fraction d'action ordinaire, ce nombre d'actions ordinaires devant être émis à ce porteur sera arrondi à la baisse au nombre entier inférieur le plus près d'actions ordinaires et aucun paiement en espèces ne sera fait au lieu de cette fraction d'action ordinaire.

Dès que possible après la survenance d'un événement déclencheur, la Banque annonce la conversion d'urgence par voie de communiqué de presse et avise les porteurs alors inscrits des actions série 11 de la conversion d'urgence. À compter de la conversion d'urgence, les actions série 11 cesseront d'être en circulation, les porteurs des actions série 11 cesseront d'avoir droit aux dividendes sur ces actions et tout certificat attestant les actions série 11 représentera uniquement le droit de recevoir sur remise de celui-ci, des certificats attestant le nombre

applicable d'actions ordinaires décrit ci-dessus. Une conversion d'urgence est obligatoire et lie la Banque et tous les porteurs des actions série 11 malgré toute autre disposition, y compris : a) toute mesure antérieure prise en vue du rachat, de l'échange ou de la conversion des actions série 11 aux termes d'autres modalités que celles des actions série 11; et b) tout délai dans l'émission ou la livraison des actions ordinaires aux porteurs des actions série 11 ou tout obstacle à cette émission ou remise. Voir « Facteurs de risque » pour une analyse des circonstances pouvant entraîner un événement déclencheur et les incidences d'un événement déclencheur pour un porteur d'actions série 11.

Au moment d'une conversion d'urgence, la Banque se réserve le droit i) de ne pas remettre d'actions ordinaires à une personne à l'égard de laquelle la Banque ou son agent des transferts a des motifs de croire qu'elle est une personne non admissible ou à une personne qui, en raison de cette conversion, deviendrait un actionnaire important, ou ii) de ne pas inscrire dans son registre des titres un transfert ou une émission d'actions ordinaires à une personne à l'égard de laquelle la Banque ou son agent des transferts a des motifs de croire qu'elle est un porteur gouvernemental non admissible d'après une déclaration remise à la Banque ou à son agent des transferts par cette personne ou pour son compte. Dans de tels cas, la Banque ou son agent détiendra, à titre de mandataire de cette personne, la totalité ou le nombre pertinent des actions ordinaires devant autrement être remises à ces personnes non admissibles ou personnes qui deviendraient des actionnaires importants ou inscrites au nom de ces porteurs gouvernementaux inadmissibles, selon le cas, et la Banque ou son agent remettra ces actions à un courtier mandaté par la Banque aux fins de placer ces actions ordinaires à des parties autres que la Banque et les membres de son groupe pour le compte de cette personne. Ces placements (le cas échéant) seront effectués aux moments et aux cours que la Banque (ou son agent, selon les directives de la Banque) peut déterminer à sa seule appréciation. Ni la Banque ni son agent n'engageront leur responsabilité s'ils ne réussissent pas à placer ces actions ordinaires pour le compte de cette personne ou à les placer à un prix ou à un jour donné. Le produit net reçu par la Banque ou son agent tiré du placement de ces actions ordinaires sera remis à cette personne, déduction faite des frais du placement et des retenues d'impôt applicables, conformément aux procédures de CDS ou autrement. Voir « Restrictions et approbations aux termes de la Loi sur les banques » dans le présent supplément de prospectus et « Restrictions aux termes de la Loi sur les banques et sur le versement de dividendes » dans le prospectus.

Le cours plancher peut faire l'objet de rajustement dans les cas suivants : a) l'émission d'actions ordinaires ou de titres pouvant être échangeables contre des actions ordinaires ou convertibles en actions ordinaires à la totalité ou quasi-totalité des porteurs d'actions ordinaires en tant que distribution de dividendes en actions ou distribution semblable; b) la division, le fractionnement ou la modification des actions ordinaires en un nombre supérieur d'actions; ou c) la réduction, la combinaison ou le regroupement d'actions ordinaires en un nombre inférieur d'actions.

Aucun rajustement au cours plancher ne sera nécessaire si le montant de ce rajustement était inférieur à 1 % du cours plancher en vigueur immédiatement avant l'événement donnant lieu au rajustement; il est toutefois entendu que dans un tel cas, tout rajustement qui devrait par ailleurs être fait sera reporté et fait au même moment que le prochain rajustement qui, avec tout rajustement ainsi reporté, correspondra à au moins 1 % du cours plancher.

Dans le cas d'une restructuration du capital, d'un regroupement ou d'une fusion de la Banque ou d'une opération semblable visant les actions ordinaires, la Banque prendra toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que les porteurs des actions série 11 reçoivent, aux termes d'une conversion d'urgence, après un tel événement, le nombre d'actions ou d'autres titres que les porteurs de ces actions série 11 auraient reçu si la conversion d'urgence avait eu lieu immédiatement avant la date de référence de cet événement. Malgré toute autre disposition des actions série 11, la conversion d'urgence de ces actions ne constituera pas un cas de défaut et l'unique conséquence d'un événement déclencheur aux termes des dispositions de ces actions sera leur conversion en actions ordinaires.

Achat aux fins d'annulation

Sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, notamment du consentement préalable du surintendant et des dispositions décrites ci-dessous à la rubrique « – Restrictions quant aux dividendes et quant au rachat d'actions série 11 », la Banque peut en tout temps acheter aux fins d'annulation la totalité des actions série 11 au prix le plus bas ou aux prix qui, selon la Banque, sont les prix les plus bas auxquels on peut obtenir ces actions.

Droits en cas de liquidation

En cas de liquidation ou de dissolution de la Banque, s'il n'est pas survenu un événement déclencheur, les porteurs d'actions série 11 auront le droit de recevoir un montant correspondant à 25,00 \$ par action, majoré du montant des dividendes déclarés et non versés à la date de versement, avant que tout montant ne soit versé ou que tout élément d'actif de la Banque ne soit distribué aux porteurs d'actions ordinaires ou autres actions de rang inférieur aux actions série 11. Les porteurs d'actions série 11 n'auront pas le droit de participer à toute autre distribution des biens ou éléments d'actif de la Banque.

Si un événement déclencheur survient, les droits en cas de liquidation décrits ci-dessus ne s'appliqueront pas puisque toutes les actions série 11 seront converties en actions ordinaires qui auront égalité de rang avec toutes les autres actions ordinaires émises et en circulation. Voir « Facteurs de risque ».

Restrictions quant aux dividendes et quant au rachat d'actions série 11

Tant que des actions série 11 sont en circulation, la Banque ne pourra, sans l'approbation des porteurs d'actions série 11, donnée de la façon décrite ci-après à la rubrique « – Émission de séries supplémentaires d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A et modification des dispositions afférentes aux actions série 11 » :

- i. déclarer des dividendes sur les actions ordinaires ou sur toute autre action de rang inférieur aux actions série 11 (à l'exception de dividendes-actions payables sur des actions de la Banque de rang inférieur aux actions série 11); ni
- ii. racheter, acheter ou autrement annuler des actions ordinaires ou toute autre action de rang inférieur aux actions série 11 (sauf en utilisant le produit net en espèces d'une émission quasi-simultanée d'actions de rang inférieur aux actions série 11); ni
- iii. racheter, acheter ou autrement annuler : i) moins de la totalité des actions série 11 alors en circulation; ni ii) sauf aux termes d'une obligation d'achat, d'un fonds d'amortissement, d'un privilège de rachat au gré du porteur ou de dispositions de rachat obligatoire afférentes à toute série d'actions privilégiées de la Banque, racheter, acheter ou autrement annuler toute autre action de rang égal aux actions série 11;

à moins que, dans chaque cas, tous les dividendes sur les actions série 11, y compris ceux payables à la date de versement de dividendes pour la dernière période terminée à l'égard de laquelle des dividendes sont payables et à l'égard desquels les droits des porteurs ne sont pas éteints, et tous les dividendes alors accumulés sur toutes les autres actions de rang égal ou supérieur aux actions série 11 n'aient été déclarés et versés ou mis de côté pour versement.

Émission de séries supplémentaires d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A et modification des dispositions afférentes aux actions série 11

La Banque ne peut pas, sans l'approbation préalable des porteurs d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A (en plus des approbations que peut imposer la Loi sur les banques ou toute autre exigence juridique), i) créer ou émettre des actions de rang supérieur aux actions privilégiées de premier rang, catégorie A, ou ii) créer ou émettre des séries supplémentaires d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A ou d'actions de rang égal aux actions privilégiées de premier rang, catégorie A, sauf si à la date d'une telle création ou émission, la totalité des dividendes cumulatifs jusqu'à la dernière période terminée inclusivement à l'égard de laquelle ces dividendes cumulatifs sont payables ont été déclarés et versés ou mis de côté à des fins de versement à l'égard de chaque série d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A à dividendes cumulatifs alors émises et en circulation et si tous les dividendes non cumulatifs déclarés mais non versés ont été versés ou mis de côté à des fins de versement à l'égard de chaque série d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A à dividendes non cumulatifs alors émises et en circulation. Il n'y a actuellement aucune action privilégiée de premier rang, catégorie A en circulation donnant droit à des dividendes cumulatifs.

Les dispositions afférentes aux actions série 11 ne peuvent pas être supprimées ni modifiées sans l'approbation que peut alors exiger la Loi sur les banques, sous réserve de l'exigence minimale d'approbation d'au moins les deux tiers des voix exprimées à une assemblée des porteurs d'actions série 11 dûment convoquée à cette fin ou de la signature des porteurs d'au moins les deux tiers des actions série 11 en circulation. Outre l'approbation susmentionnée, la Banque ne fera pas, sans l'approbation préalable du surintendant, mais pourra à l'occasion avec cette approbation, faire une suppression ou une modification qui pourrait toucher le classement accordé aux actions série 11 aux fins des exigences relatives à la suffisance du capital en vertu de la Loi sur les banques et des règlements et lignes directrices s'y rattachant.

Droits de vote

Les porteurs d'actions série 11 n'auront pas le droit, en tant que tel, de recevoir les avis de convocation aux assemblées d'actionnaires de la Banque, ni d'y assister, ni d'y voter, à moins que (et avant que) le droit de ces porteurs de recevoir des dividendes non déclarés ne soit pour la première fois éteint ainsi qu'il est décrit à la rubrique « – Dividendes sur les actions série 11 » ci-dessus. Dans ce cas, les porteurs d'actions série 11 auront le droit de recevoir les avis de convocation à toutes les assemblées des actionnaires auxquelles les administrateurs seront élus, d'y assister et d'y voter à raison d'une voix par action détenue. Les droits de vote des porteurs d'actions série 11 cessent dès le premier versement par la Banque d'un dividende sur les actions série 11 auquel les porteurs ont droit après le moment où ces droits de vote sont nés. Dès que le droit des porteurs de recevoir des dividendes non déclarés sur les actions série 11 est à nouveau éteint, ces droits de vote renaîtront à nouveau et ainsi de suite périodiquement.

Choix fiscal

Les actions série 11 seront des « actions privilégiées imposables » au sens de la LIR aux fins de l'impôt en vertu de la partie IV.1 de la LIR applicable à certains porteurs d'actions série 11 qui sont des sociétés. Aux termes des modalités des actions série 11, la Banque doit faire le choix nécessaire en vertu de la partie VI.1 de la LIR pour que ces porteurs qui sont des sociétés ne soient pas assujettis à l'impôt en vertu de la partie IV.1 de la LIR sur les dividendes reçus (ou réputés avoir été reçus) sur les actions série 11. Voir « Incidences fiscales fédérales canadiennes ».

Jour ouvrable

Si la Banque doit prendre quelque mesure un jour qui n'est pas un jour ouvrable, cette mesure sera alors prise le jour suivant qui n'est pas un jour ouvrable.

Services de dépôt

Sauf indication contraire ci-après, les actions série 11 ne seront émises que sous forme d'« inscription en compte » et doivent être achetées, transférées, converties ou rachetées par les adhérents (les « adhérents ») du service de dépôt de CDS ou de son prête-nom. Chacun des preneurs fermes est un adhérent. À la clôture du présent placement, la Banque veillera à ce que un ou plusieurs certificats globaux représentant les actions série 11 soient livrés à CDS ou à son prête-nom et immatriculés au nom de CDS ou de son prête-nom. Sauf comme il est décrit ci-après, aucun acheteur d'actions série 11 n'aura droit à un certificat ou autre document de la Banque ou de CDS attestant la propriété de ces actions et aucun acheteur ne sera inscrit dans les registres tenus par CDS sauf par un compte d'inscription en compte d'un adhérent agissant pour le compte d'un tel acheteur. Chaque acheteur d'actions série 11 recevra un avis d'exécution de l'achat du courtier inscrit de qui les actions série 11 sont achetées conformément aux pratiques et procédures de ce courtier inscrit. Les pratiques des courtiers inscrits peuvent varier, mais généralement, les avis d'exécution sont émis sans délai après l'exécution d'un ordre du client. CDS sera chargé d'établir et de tenir les comptes d'inscription en compte pour ses adhérents ayant des intérêts dans les actions série 11. À moins que le contexte ne s'y oppose, dans le présent supplément de prospectus, un porteur d'actions série 11 désigne le propriétaire de l'intérêt bénéficiaire dans les actions série 11.

Si la Banque juge, ou CDS avise la Banque par écrit, que CDS n'est plus disposée ou ne peut plus s'acquitter convenablement de ses responsabilités en tant que dépositaire à l'égard des actions série 11 et que la

Banque ne peut trouver un successeur compétent, ou si la Banque, à son gré, choisit, ou est tenue par la loi, de retirer les actions série 11 du système d'inscription en compte, alors les actions série 11 seront émises sous forme nominative aux porteurs ou à leurs prête-noms.

Transferts

Les transferts de la propriété des actions série 11 seront effectués uniquement dans les registres tenus par CDS à l'égard des actions série 11 dans le cas des participations des adhérents de CDS et dans les registres des adhérents de CDS en ce qui a trait aux autres personnes que les adhérents de CDS. Les porteurs d'actions série 11 qui ne sont pas des adhérents de CDS, mais qui souhaitent acheter, vendre ou autrement transférer la propriété d'actions série 11 ou d'autres participations dans celles-ci, peuvent le faire uniquement par l'intermédiaire d'adhérents de CDS. La capacité d'un porteur de donner des actions série 11 en gage ou de prendre d'autres mesures relativement à sa participation dans les actions série 11 (autrement que par l'intermédiaire d'un adhérent de CDS), peut être limitée en raison de l'absence de certificats matériels.

Versements et livraisons

La Banque fera ou fera en sorte que soient faits des versements de dividendes, s'il en est, ou d'autres sommes à l'égard des actions série 11 à CDS ou à son prête-nom, selon le cas, en qualité de porteur inscrit d'actions série 11 et la Banque croit savoir que CDS ou son prête-nom enverra les montants appropriés aux adhérents concernés pertinents conformément aux procédures de CDS. La Banque fera ou fera en sorte que soient livrées les actions à l'égard de l'exercice des droits de conversion se rattachant aux actions série 11 ou de l'application des caractéristiques de conversion automatique des actions série 11 à CDS ou à son prête-nom, selon le cas, à titre de porteur inscrit des actions série 11, et la Banque croit savoir que CDS ou son prête-nom enverra ces actions aux adhérents de CDS concernés et pour les montants appropriés conformément aux procédures de CDS. Tant que CDS ou son prête-nom est l'unique porteur inscrit des actions série 11, CDS ou son prête-nom sera considéré comme l'unique propriétaire des actions série 11 aux fins de recevoir des paiements sur celles-ci ou des livraisons de celles-ci et à toutes autres fins.

NOTES DE CRÉDIT

Les actions série 11 ont reçu une note provisoire de « Pfd-2 » par DBRS Limited (« DBRS »), de « P-2 » et « BBB » par Standard & Poor's Ratings Services, division de The McGraw-Hill Companies (Canada) Corporation (« S&P ») selon l'échelle d'évaluation de S&P pour les actions privilégiées canadiennes et l'échelle d'évaluation de S&P pour les actions privilégiées mondiales, respectivement, et de « A3 (hyb) » par Moody's Investors Service, Inc. (« Moody's »), filiale de Moody's Corporation.

La note « Pfd-2 » de DBRS occupe le deuxième rang des catégories accordées par DBRS pour des actions privilégiées. Une mention « haut » ou « bas » indique la force relative dans la catégorie de notes. L'absence de la désignation « haut » ou « bas » indique que la note se situe au milieu de la catégorie. La note « P-2 » de S&P occupe le deuxième rang des huit catégories utilisées par S&P dans son échelle d'évaluation des actions privilégiées canadiennes. La note « BBB » de S&P occupe le troisième rang des neuf catégories utilisées par S&P dans son échelle d'évaluation des actions privilégiées mondiales. Les titres qui ont reçu une note « A » de la part de Moody's sont considérés comme étant de qualité moyenne supérieure et sont assujettis à un risque de crédit faible. Le modificateur « 3 » indique que l'obligation se situe dans la partie inférieure de la catégorie de notation « A ». L'indicateur « (hyb) » est ajouté à toutes les notes de titres hybrides émis par les banques, les assureurs, les sociétés de financement et les maisons de courtage.

Les notes de crédit visent à fournir aux épargnants une mesure indépendante de la qualité du crédit d'une émission ou d'un émetteur de titres et n'indiquent pas si des titres particuliers conviennent à un certain épargnant. Il est possible que les notes de crédit attribuées aux actions série 11 ne reflètent pas l'incidence possible de tous les risques sur la valeur des actions série 11. Par conséquent, une note de crédit n'est pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir des titres et elle peut faire l'objet d'une révision ou d'un retrait à tout moment par l'agence de notation.

RESTRICTIONS ET APPROBATIONS AUX TERMES DE LA LOI SUR LES BANQUES

Le prospectus présente un sommaire des restrictions que contient la Loi sur les banques relativement à la déclaration et au versement des dividendes. La Banque ne prévoit pas que ces restrictions empêcheront la déclaration ou le versement de dividendes sur les actions série 11 dans le cours normal des activités et le surintendant n'a donné aucune directive à la Banque en vertu de la Loi sur les banques relativement à son capital ou à sa liquidité.

INCIDENCES FISCALES FÉDÉRALES CANADIENNES

De l'avis de McCarthy Tétraut S.E.N.C.R.L., s.r.l., conseillers juridiques de la Banque, et de Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l., conseillers juridiques des preneurs fermes, le texte qui suit est un résumé des principales incidences fiscales fédérales canadiennes généralement applicables à un acheteur d'actions série 11 aux termes du présent supplément de prospectus (un « porteur ») qui, aux fins de la LIR et à tout moment pertinent, est ou est réputé être un résident du Canada, traite sans lien de dépendance avec la Banque et n'est pas affilié à la Banque, détient ces actions série 11 et détiendra toute nouvelle action privilégiée et action ordinaire en tant qu'immobilisations et n'est pas exonéré de l'impôt en vertu de la partie I de la LIR. En général, les actions série 11, les nouvelles actions privilégiées et les actions ordinaires seront considérées comme des immobilisations pour un porteur pourvu qu'il ne les ait pas acquises ni ne les détienne dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise qui se consacre à la négociation de titres ou dans le cadre d'un risque ou d'une affaire de caractère commercial. Certains porteurs dont les actions série 11, les nouvelles actions privilégiées ou les actions ordinaires pourraient par ailleurs ne pas être considérées comme des immobilisations peuvent, dans certaines circonstances, avoir droit à ce que ces actions et tous les autres « titres canadiens », au sens de la LIR, qu'ils détiennent dans l'année d'imposition du choix et dans toutes les années d'imposition ultérieures soient considérés comme des immobilisations, en faisant le choix irrévocable prévu au paragraphe 39(4) de la LIR.

Le présent sommaire ne s'applique pas à un acquéreur dans lequel une participation constitue un « abri fiscal déterminé » (au sens de la LIR), ni à un acquéreur ayant fait le choix d'établir ses résultats fiscaux canadiens dans une « monnaie fonctionnelle » (excluant la monnaie canadienne), ni à un acquéreur qui est une « institution financière » (au sens de la LIR) pour l'application de certaines règles applicables aux titres détenus par des institutions financières (dites règles « d'évaluation à la valeur du marché ») ni à un acquéreur qui conclut un « contrat dérivé à terme » (au sens de la LIR) à l'égard des actions série 11, des nouvelles actions privilégiées ou des actions ordinaires. Ces acquéreurs devraient consulter leurs propres conseillers en fiscalité. Le présent sommaire ne s'applique pas non plus à un acquéreur qui est une « institution financière déterminée » (au sens de la LIR) qui reçoit ou est réputée recevoir, seule ou avec des personnes avec qui elle a un lien de dépendance, au total des dividendes à l'égard de plus de 10 % des actions série 11 ou des nouvelles actions privilégiées, selon le cas, en circulation au moment de la réception réelle (ou réputée) d'un dividende. Le présent sommaire suppose en outre que toutes les actions série 11 et les nouvelles actions privilégiées émises et en circulation sont inscrites à la cote d'une Bourse de valeurs désignée au Canada (au sens de la LIR, comme la TSX) au moment de la réception réelle (ou réputée) de dividendes sur ces actions.

Le présent sommaire se fonde sur les dispositions actuelles de la LIR et de son règlement d'application en vigueur à la date des présentes, sur toutes les propositions visant expressément à modifier la LIR et son règlement d'application annoncées publiquement par le ministre des Finances (Canada) ou en son nom (les « propositions fiscales ») avant la date des présentes et sur l'interprétation par les conseillers juridiques des politiques administratives et des pratiques de cotisation actuelles de l'Agence du revenu du Canada (l'« ARC ») publiées par écrit par l'ARC avant la date des présentes. Le présent sommaire n'épuise pas toutes les incidences fiscales fédérales canadiennes possibles et, exception faite des propositions fiscales, il ne tient pas compte ni ne prévoit de modifications au droit ou aux politiques administratives ou pratiques de cotisation de l'ARC, que ce soit par décision ou mesure législative, gouvernementale ou judiciaire, ni ne tient compte de quelque autre incidence fiscale fédérale ni des incidences fiscales provinciales, territoriales ou étrangères qui peuvent différer sensiblement de celles dont il est question aux présentes. Bien que le présent sommaire suppose que les propositions fiscales seront adoptées dans leur version proposée, aucune garantie ne peut être donnée à cet égard, et il n'y a aucune certitude que des modifications de nature législative, gouvernementale ou judiciaire ne viendront pas modifier les énoncés ci-dessus.

Le présent sommaire est de nature générale seulement et ne se veut pas un conseil juridique ou fiscal à un porteur en particulier et ne saurait être interprété comme tel. Aucune déclaration n'est formulée quant aux incidences fiscales pour un porteur en particulier. Les acquéreurs éventuels d'actions série 11 devraient consulter leurs propres conseillers en fiscalité quant aux incidences fiscales de l'acquisition, de la détention et de la disposition d'actions série 11, de nouvelles actions privilégiées ou d'actions ordinaires dans leur propre situation.

Dividendes

Les dividendes (y compris les dividendes réputés) reçus par des particuliers (sauf certaines fiducies) sur les actions série 11, les nouvelles actions privilégiées ou les actions ordinaires seront inclus dans leur revenu et seront généralement assujettis aux règles de majoration et de crédit d'impôt pour dividendes normalement applicables aux dividendes imposables provenant de sociétés canadiennes imposables, y compris la bonification des règles de majoration et de crédit d'impôt pour dividendes applicables aux dividendes désignés par la Banque comme des dividendes admissibles conformément aux dispositions de la LIR. Les dividendes (y compris les dividendes réputés) reçus par une société sur les actions série 11, les nouvelles actions privilégiées ou les actions ordinaires seront inclus dans le calcul de son revenu et seront généralement déductibles dans le calcul de son revenu imposable.

Les actions série 11 et les nouvelles actions privilégiées seront des « actions privilégiées imposables » au sens de la LIR aux fins de l'impôt en vertu de la partie IV.1 de la LIR applicable à certains porteurs d'actions série 11 et de nouvelles actions privilégiées qui sont des sociétés. Les conditions des actions série 11 exigent que la Banque fasse le choix prescrit en vertu de la partie VI.1 de la LIR afin que ces actionnaires qui sont des sociétés ne soient pas assujettis à l'impôt en vertu de la partie IV.1 de la LIR sur les dividendes reçus (ou réputés reçus) sur les actions série 11.

Une « société privée », au sens de la LIR, ou toute autre société résidant au Canada contrôlée par un particulier, notamment en raison d'un droit de bénéficiaire dans une ou plusieurs fiducies, ou pour son bénéficiaire (sauf une fiducie) ou un groupe lié de particuliers (sauf des fiducies), sera généralement tenue de payer un impôt remboursable de 33 ⅓ % en vertu de la partie IV de la LIR sur des dividendes reçus (ou réputés reçus) sur les actions série 11, les nouvelles actions privilégiées et les actions ordinaires, dans la mesure où ces dividendes sont déductibles dans le calcul de son revenu imposable.

Dispositions

Le porteur qui dispose ou est réputé disposer de ses actions série 11, ses nouvelles actions privilégiées ou ses actions ordinaires (y compris lors du rachat des actions ou autre acquisition par la Banque, mais à l'exclusion d'une conversion réalisera généralement un gain en capital (ou subira une perte en capital) dans la mesure où le produit de disposition, déduction faite de tous les frais raisonnables de disposition, est supérieur (ou inférieur) au prix de base rajusté de ces actions pour le porteur immédiatement avant la disposition réelle ou réputée. Le montant de tout dividende réputé découlant du rachat, de l'acquisition ou de l'annulation par la Banque des actions série 11, des nouvelles actions privilégiées ou des actions ordinaires (décrites ci-après) ne sera généralement pas inclus dans le calcul du produit de disposition pour le porteur aux fins du calcul du gain en capital ou de la perte en capital découlant de la disposition de ces actions. Si le porteur est une société, une perte en capital subie à la disposition ou à la disposition réputée des actions série 11, des nouvelles actions privilégiées ou des actions ordinaires peut, dans certaines circonstances, être réduite du montant de tous dividendes, y compris les dividendes réputés, qui ont été reçus sur ces actions dans la mesure et dans des circonstances prévues par la LIR. Des règles analogues s'appliquent dans le cas d'une société de personnes ou d'une fiducie dont une société par actions, une fiducie ou une société de personnes est membre ou bénéficiaire.

Rachat

Si la Banque rachète au comptant ou acquiert autrement des actions série 11, des nouvelles actions privilégiées ou des actions ordinaires autrement que sur le marché libre selon la manière habituelle d'un investisseur ou à la suite d'une conversion, le porteur sera réputé avoir reçu un dividende égal au montant, s'il en est, versé par la Banque, y compris toute prime de rachat, et excédant le capital versé (déterminé aux fins de l'application de la LIR) de ces actions à cette époque. La différence entre le montant payé et le montant des dividendes réputés sera traitée

comme produit de disposition, aux fins du calcul des gains en capital ou pertes en capital provenant de la disposition de ces actions. Dans le cas d'un actionnaire qui est une société, il est possible, dans certaines circonstances, que la totalité ou une partie du montant ainsi réputé être un dividende puisse être traitée comme produit de disposition et non comme dividende.

Conversion

La conversion des actions série 11 en de nouvelles actions privilégiées ou en actions ordinaires sera réputée ne pas être une disposition d'un bien et ne donnera donc pas lieu à un gain en capital ou une perte en capital. Le coût pour un porteur de nouvelles actions privilégiées ou d'actions ordinaires, selon le cas, reçu à la conversion sera réputé être égal au prix de base rajusté pour ce porteur d'actions série 11 ou de nouvelles actions privilégiées converties, selon le cas, immédiatement avant la conversion. Le prix de base rajusté des nouvelles actions privilégiées ou des actions ordinaires, respectivement, détenues par un porteur sera assujéti aux règles d'étalement des coûts de la LIR.

Imposition des gains en capital et des pertes en capital

En général, un porteur est tenu d'inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition la moitié du montant des gains en capital (un « gain en capital imposable ») réalisés par le porteur au cours de l'année. Sous réserve et aux termes des dispositions de la LIR, un porteur est tenu de déduire la moitié du montant d'une perte en capital (une « perte en capital déductible ») subie dans une année d'imposition des gains en capital imposables réalisés par le porteur dans l'année, et les pertes en capital déductibles au cours d'une année d'imposition en excédent des gains en capital imposables au cours d'une année d'imposition peuvent être reportées rétrospectivement et déduites dans l'une des trois années d'imposition antérieures ou reportées prospectivement et déduites dans une année d'imposition ultérieure des gains en capital imposables réalisés dans ces années.

Impôt remboursable supplémentaire

Un porteur qui est une société privée sous contrôle canadien (au sens de la LIR) peut être redevable d'un impôt remboursable supplémentaire de $6\frac{2}{3}\%$ sur certains revenus de placement, notamment les montants de gains en capital imposables.

Impôt minimum de remplacement

Les gains en capital réalisés et les dividendes reçus (ou réputés reçus) par un particulier (y compris certaines fiducies) peuvent donner lieu à un impôt minimum de remplacement.

COUVERTURE PAR LE RÉSULTAT

Les dividendes que la Banque devait payer sur l'ensemble de ses actions privilégiées en circulation, compte tenu des nouvelles émissions, notamment l'émission des actions de série 11 (dans l'hypothèse où les actions sous option ne sont pas émises), et des remboursements, et ramenés à un équivalent avant impôt, se sont élevés à 119,9 millions de dollars pour la période de douze mois close le 31 octobre 2014 (au taux d'imposition effectif de 16,7 %) et à 119,6 millions de dollars pour la période de douze mois close le 30 avril 2015 (au taux d'imposition effectif de 16,5 %). Les intérêts que la Banque devait payer sur l'ensemble des billets et débiteures subordonnés et du passif au titre des actions privilégiées et des titres de fiducie de capital, compte tenu des nouvelles émissions et des remboursements, se sont élevés à 773,6 millions de dollars pour la période de douze mois close le 31 octobre 2014 et à 773,3 millions de dollars pour la période de douze mois close le 30 avril 2015. Le résultat net comme présenté de la Banque, avant intérêts sur la dette subordonnée et le passif au titre des actions privilégiées et des titres de fiducie de capital et impôt sur le résultat, s'est élevé à 9 491 millions de dollars pour la période de douze mois close le 31 octobre 2014 et à 9 297 millions de dollars pour la période de douze mois close le 30 avril 2015, soit respectivement 12,3 fois et 12,0 fois le total des dividendes et des intérêts à payer de la Banque pour ces périodes.

Sur une base rajustée, le résultat net de la Banque avant les intérêts sur la dette subordonnée et le passif au titre des actions privilégiées et des titres de fiducie de capital et avant impôt sur le résultat s'est élevé à 9 819 millions de dollars pour la période de douze mois close le 31 octobre 2014 et à 10 034 millions de dollars pour la période de douze mois close le 30 avril 2015, soit respectivement 12,7 fois et 13,0 fois le total des dividendes et des intérêts à payer de la Banque pour ces périodes.

Les résultats financiers de la Banque ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), qui sont les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») actuels. La Banque désigne les résultats établis selon les IFRS « comme présentés ». La Banque utilise également des mesures financières non conformes aux PCGR désignées comme résultats « rajustés », pour évaluer chacun de ses secteurs d'exploitation et mesurer sa performance globale. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque retranche les « éléments à noter », après impôt sur le résultat, des résultats comme présentés. Les éléments à noter comprennent des éléments que la direction n'estime pas révélateurs du rendement sous-jacent. La Banque croit que les résultats rajustés permettent au lecteur de mieux comprendre comment la direction évalue la performance de la Banque. Comme expliqué, les résultats rajustés sont différents des résultats comme présentés selon les IFRS. Les résultats rajustés, les éléments à noter et les termes semblables utilisés aux présentes ne sont pas définis aux termes des IFRS et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs. Se reporter à la section « Aperçu des résultats financiers – Présentation de l'information financière de la Banque » du rapport de gestion de 2014 de la Banque et à la section « Notre rendement – Présentation de l'information financière de la Banque » du rapport de gestion du deuxième trimestre de 2015 de la Banque pour un rapprochement entre les résultats comme présentés et les résultats rajustés de la Banque.

MODE DE PLACEMENT

En vertu d'une convention de prise ferme (la « convention de prise ferme ») intervenue en date du 13 juillet 2015 entre la Banque et Valeurs Mobilières TD Inc. et les autres preneurs fermes dont les noms figurent à la rubrique « Attestation des preneurs fermes » (collectivement, les « preneurs fermes »), la Banque a convenu de vendre et les preneurs fermes ont convenu d'acheter chacun pour la tranche qui le concerne le 21 juillet 2015 ou à toute autre date ultérieure dont peuvent convenir les preneurs fermes et la Banque, mais dans tous les cas au plus tard le 18 août 2015, sous réserve des conditions générales qui y sont contenues, la totalité uniquement des 6 000 000 d'actions série 11 au prix de 25,00 \$ l'action payable au comptant à la Banque à la livraison de ces actions série 11. La convention de prise ferme prévoit que les preneurs fermes peuvent mettre fin à leurs obligations aux termes de celle-ci à la survenance de certaines conditions de portée nationale ou internationale qui peuvent toucher de manière très défavorable les marchés financiers canadiens et qu'ils peuvent également mettre fin à leurs obligations à la réalisation de certaines conditions prévues. Les preneurs fermes sont toutefois tenus de prendre en livraison et de payer toutes les actions série 11 si des actions série 11 sont achetées aux termes de la convention de prise ferme.

La convention de prise ferme prévoit que les preneurs fermes recevront une rémunération correspondant à 0,25 \$ par action à l'égard des actions série 11 vendues à certaines institutions et correspondant à 0,75 \$ par action à l'égard de toutes les autres actions série 11 vendues, pour les services de prise ferme rendus dans le cadre du présent placement, laquelle rémunération sera prélevée sur les fonds généraux de la Banque.

La Banque a accordé aux preneurs fermes une option leur permettant de souscrire les options visées par l'option au prix d'offre dans les présentes, option qu'ils peuvent exercer à tout moment jusqu'à 8 h 30 (heure de Toronto) le deuxième jour ouvrable qui précède la clôture du présent placement. Le présent supplément de prospectus vise aussi le placement des actions visées par l'option. Les preneurs fermes toucheront une rémunération correspondant à 0,25 \$ à l'égard des actions visées par l'option vendue à certaines institutions, et à 0,75 \$ à l'égard de toutes les autres actions visées par l'option.

Les preneurs fermes ne peuvent, pendant toute la durée du placement, offrir d'acheter ni acheter les actions série 11. Cette restriction est sous réserve de certaines exceptions, à la condition que l'offre d'achat ou l'achat ne soit pas fait dans le but de créer une activité réelle ou apparente sur ces actions série 11 ou de faire monter leur cours. Ces exceptions comprennent une offre d'achat ou un achat autorisé en vertu des Règles universelles d'intégrité du marché administrées par l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières relativement aux opérations de stabilisation du cours et de maintien passif du marché et une offre d'achat ou un

achat fait pour le compte d'un client dans le cas où l'ordre n'a pas été sollicité pendant la durée du placement. La Banque a été informée que, dans le cadre du présent placement et sous réserve de ce qui précède, les preneurs fermes peuvent attribuer des titres en excédent de l'émission ou faire des opérations visant à fixer ou à stabiliser le cours des actions série 11 à un niveau supérieur à ce qui pourrait exister sur le marché libre. Ces opérations peuvent être commencées ou interrompues à tout moment pendant le placement.

Les preneurs fermes proposent d'offrir les actions série 11 initialement au prix d'offre précisé en page couverture du présent supplément de prospectus. Après que les preneurs fermes auront déployé des efforts raisonnables pour vendre toutes les actions série 11 au prix précisé en page couverture, le prix d'offre pourra être réduit et pourra être changé de nouveau de temps à autre pour un montant ne dépassant pas le montant indiqué en page couverture.

La TSX a approuvé sous condition l'inscription des actions série 11 et des actions ordinaires sous-jacentes qui seraient émises à la suite d'une conversion d'urgence. L'inscription est subordonnée à l'obligation, pour la Banque, de remplir toutes les conditions de la TSX au plus tard le 8 octobre 2015.

Valeurs Mobilières TD Inc., l'un des preneurs fermes, est une filiale en propriété exclusive de la Banque. Par conséquent, la Banque est un émetteur relié et associé de Valeurs Mobilières TD Inc. en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable. La décision relative au placement des actions série 11 et la détermination des conditions de placement ont résulté de négociations entre la Banque d'une part et les porteurs fermes d'autre part. Dans le cadre du présent placement, Valeurs Mobilières TD Inc. ne recevra aucun avantage autre que sa part de la rémunération des preneurs fermes payable par la Banque.

En vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, RBC Dominion valeurs mobilières Inc. (« RBC valeurs mobilières ») et Scotia Capitaux Inc. (« Scotia ») sont des preneurs fermes indépendants dans le cadre du présent placement et ne sont pas reliées ou associées à la Banque ou à Valeurs Mobilières TD Inc. À ce titre, RBC valeurs mobilières et Scotia ont participé avec tous les autres preneurs fermes à des réunions de contrôle préalable se rapportant au présent supplément de prospectus avec la Banque et ses représentants, ont examiné le présent supplément de prospectus et ont eu la possibilité d'y proposer les modifications qu'elles estimaient pertinentes. De plus, RBC valeurs mobilières et Scotia ont participé, avec les autres preneurs fermes, au montage et à la fixation du prix du présent placement.

FACTEURS DE RISQUE

L'investissement dans les actions série 11 est assujéti à certains risques, notamment ceux décrits dans le prospectus et ci-après. De temps à autre, le marché boursier connaît de fortes variations des cours et des volumes qui peuvent influencer les cours des actions série 11 et des actions ordinaires pour des raisons sans lien avec le rendement de la Banque. De plus, les marchés financiers se caractérisent généralement par le fait que les institutions financières sont étroitement liées. Par conséquent, les difficultés financières auxquelles font face d'autres institutions financières au Canada, aux États-Unis ou dans d'autres pays, ou une perception dans les marchés de ces difficultés, peuvent avoir une incidence défavorable sur la Banque et le cours des actions série 11 et des actions ordinaires. En outre, les actions série 11 et les actions ordinaires pourraient faire l'objet de fluctuations en raison de facteurs qui influencent les activités de la Banque, notamment l'élaboration de lois ou de règlements, la concurrence, l'évolution technologique et l'activité mondiale des marchés des capitaux.

Conversion automatique en actions ordinaires à la suite d'un événement déclencheur

À la survenance d'un événement déclencheur, un investissement dans les actions série 11 deviendra automatiquement un investissement en actions ordinaires entièrement libérées sans le consentement du porteur. Voir « Détails concernant le placement – Conversion des actions série 11 en actions ordinaires à la suite d'un événement déclencheur ». Après une conversion d'urgence, le porteur d'actions série 11 n'aura plus de droits en tant que porteur d'actions privilégiées de la Banque et aura uniquement des droits en tant que porteur d'actions ordinaires. Bien que les actions série 11 et les actions ordinaires constituent des capitaux propres de la Banque, les réclamations des porteurs d'actions série 11 ont une certaine priorité de paiement sur les réclamations des porteurs d'actions ordinaires. Compte tenu de la nature d'un événement déclencheur, le porteur d'actions série 11 deviendra un porteur d'actions ordinaires de la Banque lorsque la situation financière de la Banque se détériore et, à ce titre, les

modalités des actions série 11 relatives à la priorité de rang et aux droits en cas de liquidation ne seront pas pertinentes. Si la Banque devenait insolvable ou si elle faisait l'objet d'une dissolution après la survenance d'un événement déclencheur, les porteurs d'actions ordinaires pourraient recevoir un montant, le cas échéant, sensiblement inférieur à ce qu'ils auraient pu recevoir si les actions série 11 n'avaient pas été converties en actions ordinaires. Une conversion d'urgence se produira également si le gouvernement fédéral du Canada ou un gouvernement provincial du Canada ou un autre organisme gouvernemental du Canada a fourni ou fournira une injection de capitaux ou une aide équivalente, dont les modalités peuvent avoir priorité de rang sur les actions ordinaires, notamment à l'égard du paiement des dividendes et des droits en cas de liquidation.

Un événement déclencheur suppose une détermination subjective indépendante de la volonté de la Banque

La décision quant à la question de savoir si un événement déclencheur se produira constitue une détermination subjective du surintendant selon laquelle la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être et que la conversion de tous les instruments d'urgence est raisonnablement probable, compte tenu des autres facteurs ou circonstances que le surintendant considère comme pertinents ou appropriés, pour établir ou maintenir la viabilité de la Banque. Il y a lieu de se reporter à la définition d'« événement déclencheur » à la rubrique « Détails concernant le placement – Définition des termes ».

Le BSIF a indiqué que le surintendant consultera la Société d'assurance-dépôts du Canada, la Banque du Canada, le ministère des Finances et l'Agence de la consommation en matière financière du Canada avant de déterminer la non-viabilité d'une institution financière. La conversion d'instruments d'urgence pourrait ne pas être suffisante pour restaurer, à elle seule, la viabilité d'une institution et d'autres mesures d'intervention du secteur public, dont l'apport de liquidités, pourraient être nécessaires avec la conversion des instruments d'urgence pour permettre à l'institution de poursuivre ses activités.

Pour évaluer si la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être et qu'une fois tous les instruments d'urgence convertis, il est raisonnablement probable que la viabilité de la Banque sera rétablie ou maintenue, le BSIF a indiqué que le surintendant se pencherait, en consultation avec les organismes indiqués ci-dessus, sur tous les faits et toutes les circonstances pertinents. Ces faits et circonstances comprendraient, en plus des autres mesures d'intervention du secteur public, une évaluation, notamment, des critères suivants :

- si les actifs de la Banque sont, de l'avis du surintendant, suffisants pour protéger adéquatement les déposants et les créanciers de la Banque;
- si la Banque a perdu la confiance des déposants ou des autres créanciers et du grand public (par exemple une difficulté accrue d'obtenir du financement à court terme ou à le reconduire);
- de l'avis du surintendant, les fonds propres réglementaires de la Banque ont atteint un niveau pouvant influencer négativement sur les déposants et les créanciers ou s'ils se dégradent de manière à ce que cela se produise;
- si la Banque a été incapable de rembourser un passif devenu dû et payable ou si, de l'avis du surintendant, elle ne sera pas en mesure de s'acquitter de ses passifs au fur et à mesure qu'ils sont échus et deviennent payables;
- si la Banque ne s'est pas conformée à une ordonnance, émise par le surintendant, visant à augmenter ses fonds propres;
- si, de l'avis du surintendant, il y a d'autres situations en ce qui concerne la Banque qui pourraient causer un préjudice important aux intérêts de ses déposants ou de ses créanciers, ou au propriétaire des actifs qu'elle administre; et
- si la Banque n'est pas en mesure de recapitaliser de son propre chef en émettant des actions ordinaires ou d'autres formes de fonds propres réglementaires (par exemple, aucun investisseur ou groupe d'investisseurs

n'est disposé à investir, ou en mesure de le faire, en quantité suffisante ou pour une période qui permettra la viabilité de la Banque, et rien ne permet de croire qu'un investisseur de ce genre se présentera à court terme sans que les instruments d'urgence ne soient convertis).

Si une conversion d'urgence se produit, les intérêts des déposants, des autres créanciers de la Banque et des porteurs de titres de la Banque qui ne constituent pas des instruments d'urgence auront alors priorité de rang sur les porteurs d'instruments d'urgence, y compris les actions série 11. Le surintendant se réserve le pouvoir discrétionnaire total de choisir de ne pas déclencher les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité, même s'il a été décidé que la Banque n'est plus viable ou qu'elle est sur le point de ne plus l'être. Le cas échéant, les porteurs d'actions série 11 pourraient encourir des pertes en raison de la mise à exécution d'autres mécanismes de réduction, y compris la liquidation.

Le nombre et la valeur des actions ordinaires devant être reçues à la suite d'une conversion d'urgence peuvent varier

Le nombre d'actions ordinaires devant être reçues contre chaque action série 11 à la suite d'une conversion d'urgence est calculé d'après le cours en vigueur des actions ordinaires immédiatement avant un événement déclencheur, sous réserve du cours plancher. Voir « Détails concernant le placement –Conversion des actions série 11 en actions ordinaires à la suite d'un événement déclencheur ». S'il survient une conversion d'urgence à un moment où le cours des actions ordinaires est inférieur au cours plancher, les investisseurs recevront des actions ordinaires d'un cours global inférieur à la valeur des actions. Les investisseurs pourraient également recevoir des actions ordinaires d'un cours global inférieur au cours en vigueur des actions série 11 qui sont converties si les actions série 11 se négocient à un prix inférieur à la valeur des actions.

La Banque prévoit avoir de temps à autre d'autres actions privilégiées et titres secondaires en circulation qui seront automatiquement convertis en actions ordinaires lors d'un événement déclencheur. Pour ce qui est de ces titres secondaires, le nombre d'actions ordinaires devant être reçues à la suite d'une conversion sera calculé d'après le capital de ces titres, avec l'intérêt couru et non versé et, afin de tenir compte de la priorité des réclamations en cas de liquidation, les porteurs des titres secondaires devraient recevoir des droits économiques plus favorables que ceux des porteurs d'actions privilégiées. D'autres actions privilégiées ou titres secondaires qui sont convertibles en actions ordinaires lors d'un événement déclencheur peuvent également utiliser un cours plancher réel inférieur (p. ex., au moyen d'un autre coefficient) à celui applicable aux actions série 11 pour déterminer le nombre maximum d'actions ordinaires devant être émises aux porteurs de ces instruments lors d'une conversion d'urgence. Par conséquent, les porteurs des actions série 11 recevront des actions ordinaires aux termes d'une conversion d'urgence lorsque les autres actions privilégiées et titres secondaires sont convertis en actions ordinaires, possiblement à un taux de conversion qui est plus favorable au porteur de ces instruments que le taux applicable aux actions série 11, ce qui entraînerait une dilution importante pour les porteurs d'actions ordinaires et les porteurs d'actions série 11 qui deviendront des porteurs d'actions ordinaires lors de l'événement déclencheur.

Les actions ordinaires reçues lors d'une conversion d'urgence pourraient subir une dilution supplémentaire

Dans les circonstances entourant un événement déclencheur, le surintendant ou une autre autorité ou agence gouvernementale peut également exiger que d'autres mesures soient prises pour rétablir ou maintenir la viabilité de la Banque, comme l'exercice de pouvoirs de recapitalisation interne mentionnés à la rubrique « Faits nouveaux », l'injection de nouveaux capitaux et l'émission d'actions ordinaires supplémentaires ou d'autres titres. Par conséquent, les porteurs des actions série 11 recevront des actions ordinaires aux termes d'une conversion d'urgence au moment où les titres de créance de la Banque pourront être convertis en actions ordinaires, possiblement à un taux de conversion qui est plus favorable pour les porteurs de ces obligations que le taux applicable aux actions série 11, et des actions ordinaires supplémentaires ou d'autres titres prenant égalité de rang avec les actions ordinaires peuvent être émis, causant ainsi une dilution importante pour les porteurs des actions ordinaires et les porteurs des actions série 11 qui deviendront des porteurs d'actions ordinaires lors d'un événement déclencheur.

Circonstances d'une conversion d'urgence et effet sur le cours

La survenance d'un événement déclencheur est assujettie à une détermination subjective de la part du surintendant selon laquelle la conversion de tous les instruments d'urgence devrait raisonnablement établir ou maintenir la viabilité de la Banque. Voir la définition d'« événement déclencheur » à la rubrique « Détails concernant le placement – Définition des termes ». Par conséquent, une conversion d'urgence pourrait se produire dans des circonstances indépendantes de la volonté de la Banque. Également, même lorsque le marché s'attend à ce qu'une conversion d'urgence se produise, le surintendant peut choisir de ne pas prendre cette mesure. En raison de l'incertitude inhérente à l'égard de la détermination du moment où doit survenir une conversion d'urgence, il est difficile de prévoir le moment, le cas échéant, où les actions série 11 seront obligatoirement converties en actions ordinaires. Par conséquent, les tendances de négociation relatives aux actions série 11 ne suivront pas nécessairement les tendances de négociation relatives à d'autres types de titres convertibles ou échangeables. Il y a lieu de s'attendre à ce que toute indication, qu'elle soit réelle ou perçue, que la Banque penche vers un événement déclencheur aura une incidence défavorable sur le cours des actions série 11 et des actions ordinaires, que cet événement déclencheur ait réellement lieu ou non.

Notes de crédit

Des modifications réelles ou prévues des notes de crédit des actions série 11 peuvent influencer sur la valeur marchande de ces actions. De plus, des modifications réelles ou prévues des notes de crédit peuvent influencer le coût auquel la Banque peut négocier ou obtenir du financement et, ainsi, toucher la liquidité, l'entreprise, la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Banque.

Priorité de rang en cas d'insolvabilité ou de liquidation

Les actions série 11 font partie du capital-actions de la Banque, à la condition que ces actions n'aient pas été converties en actions ordinaires à la suite d'un événement déclencheur, et prennent rang égal avec les autres actions privilégiées de premier rang, catégorie A en cas d'insolvabilité ou de liquidation de la Banque. Si la Banque devient insolvable ou est liquidée, l'actif de la Banque doit être utilisé pour le paiement du passif-dépôts et des autres éléments de passif de la Banque, notamment de sa dette subordonnée, avant que des paiements puissent être faits sur les actions série 11, les autres actions privilégiées de premier rang, catégorie A et les actions ordinaires.

À la survenance d'une conversion d'urgence des actions série 11, les modalités de ces actions relatives à la priorité de rang et aux droits en cas de liquidation ne seront pas pertinentes puisque ces titres auront été convertis en actions ordinaires prenant rang égal avec toutes les autres actions ordinaires. Si la Banque devenait insolvable ou si elle faisait l'objet d'une dissolution après la survenance d'un événement déclencheur, les porteurs d'actions ordinaires pourraient recevoir un montant, le cas échéant, sensiblement inférieur à ce qu'ils auraient pu recevoir si les actions série 11 n'avaient pas été converties en actions ordinaires.

Fluctuations de la valeur marchande

Les rendements courants de titres similaires auront également une incidence sur la valeur marchande des actions série 11.

Absence de date d'échéance fixe

Les actions série 11 ne comportent pas de date d'échéance fixe et ne peuvent être rachetées au gré des porteurs des actions série 11. La capacité d'un porteur de liquider les actions série 11 qu'il détient peut être limitée.

EMPLOI DU PRODUIT

Le produit net revenant à la Banque tiré de la vente des actions série 11, déduction faite des frais d'émission, sera utilisé aux fins générales de la Banque.

QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE

Dans le cadre de l'émission et de la vente des actions série 11, certaines questions d'ordre juridique seront examinées par McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l. pour le compte de la Banque et par Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. pour le compte des preneurs fermes. En date des présentes, les associés, avocats-conseils et sociétaires de McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l. et de Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. sont respectivement, en tant que groupe, propriétaires véritables, directement ou indirectement, de moins de 1 % des titres de la Banque, de toute personne morale ayant des liens avec la Banque ou de membres de son groupe.

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

Société de fiducie CST (Toronto) est l'agent des transferts et l'agent chargé de la tenue des registres pour les actions série 11 et l'agent des transferts et l'agent chargé de la tenue des registres de chaque série d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A en circulation et des actions ordinaires.

DROIT DE RÉOLUTION ET SANCTIONS CIVILES

La législation en valeurs mobilières de certaines provinces et de certains territoires du Canada confère au souscripteur ou à l'acquéreur un droit de résolution. Ce droit ne peut être exercé que dans les deux jours ouvrables suivant la réception réelle ou réputée du prospectus et des modifications. Dans certaines provinces et certains territoires, la législation permet également au souscripteur ou à l'acquéreur de demander la nullité ou, dans certains cas, la révision du prix ou des dommages-intérêts si le prospectus contient de l'information fausse ou trompeuse ou ne lui a pas été transmis. Ces droits doivent être exercés dans des délais déterminés. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un avocat.

ATTESTATION DES PRENEURS FERMES

Le 13 juillet 2015

À notre connaissance, le prospectus préalable de base simplifié daté du 4 décembre 2014, avec les documents qui y sont intégrés par renvoi et le présent supplément, révèle de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement, conformément à la législation en valeurs mobilières de chacune des provinces et de chacun des territoires du Canada.

VALEURS MOBILIÈRES TD INC.

Par : (signé) Jonathan Broer

**RBC DOMINION VALEURS MOBILIÈRES
INC.**

Par : (signé) John Bylaard

SCOTIA CAPITAUX INC.

Par : (signé) David Garg

BMO NESBITT BURNS INC.

Par : (signé) Bradley J. Hardie

MARCHÉS MONDIAUX CIBC INC.

Par : (signé) Shannan M. Levere

FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE INC.

Par : (signé) Maude Leblond

VALEURS MOBILIÈRES DESJARDINS INC.

Par : (signé) A. Thomas Little

CORP. BROOKFIELD FINANCIER

Par : (signé) Mark Murski

**CORPORATION
CANACCORD GENUITY**

Par : (signé) Alan Polak

**VALEURS
MOBILIÈRES
DUNDEE LTÉE**

Par : (signé) Aaron
Unger

**GMP VALEURS
MOBILIÈRES
S.E.C.**

Par : (signé) Doug
Bell

**VALEURS
MOBILIÈRES
HSBC (CANADA)
INC.**

Par : (signé) Casey
Coates

**VALEURS
MOBILIÈRES
BANQUE
LAURENTIENNE
INC.**

Par : (signé) Thomas
Berky

**PLACEMENTS
MANUVIE
INCORPORÉE**

Par : (signé) David
MacLeod

**RAYMOND JAMES
LTÉE**

Par : (signé) Sean Martin